

البيان

Bulletin mensuel publié par la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT)

Unifier les efforts de la CIMCT et de l'OCI dans la lutte contre le terrorisme

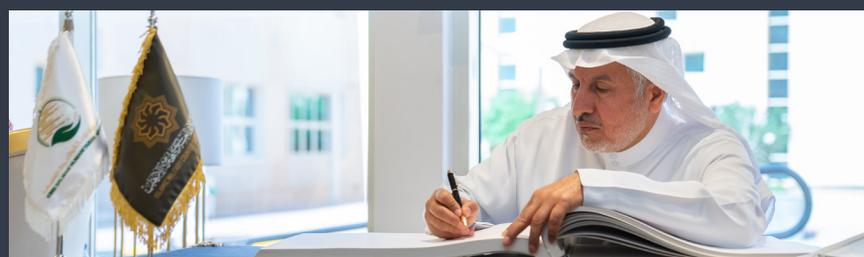


Le mercredi 10 novembre 2021, le Secrétaire Général désigné de la CIMCT, le Major Général Muhammad bin Saeed Al-Moghidi, a visité le siège de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) à Djeddah. Il a été reçu par le Secrétaire général de l'OCI, Dr Youssef Al-Othaimeen et de hauts fonctionnaires de l'Organisation.

Les deux parties ont discuté des moyens de renforcer la coopération et de mettre en œuvre des programmes communs conformément au protocole d'accord de janvier 2020, portant sur les domaines intellectuel, médiatique et de lutte contre le financement du terrorisme.

Le Major Général Al-Moghidi a indiqué que cette coopération profite au développement social sur le plan intellectuel et valorise l'approche de modération, précisant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la CIMCT visant à édifier et renforcer les partenariats, la coopération et la coordination avec les organisations internationales, telle l'OCI.

Dr Al-Rabiah visite la CIMCT et donne une conférence sur les efforts humanitaires du Royaume



Le mardi 30 nov. 2021, le Secrétaire Général de la CIMCT a reçu à Riyad, SE Dr. Abdullah bin Abdulaziz Al-Rabiah, conseiller à la Cour royale et superviseur général du Centre Roi Salman pour le secours et l'action humanitaire.

SE a écouté une synthèse sur les efforts de la CIMCT dans la lutte contre le terrorisme et la coordination des efforts des États membres. Les deux parties ont discuté des moyens de coopération pour protéger la société des dangers de l'extrémisme et du terrorisme.

Dr. Al-Rabiah devait donner ensuite une conférence sur (Les efforts du Royaume dans le domaine du secours et de l'action humanitaire), qui a focalisé sur les initiatives humanitaires du Centre Roi Salman aux niveaux local, régional et international.

Détails P... 2-3

Le Secrétaire général s'entretient avec le ministre Emirati de la Défense sur les derniers développements de la CIMCT



Le Secrétaire Général mandaté de la CIMCT, le Major Général Mohammed Al-Moghidi, a discuté avec le ministre d'État aux Affaires de défense des Émirats Arabes Unis Mohammed Ahmed Al-Bawardi des derniers développements de la Coalition relatifs à ses plans, initiatives et activités. Les deux parties ont abordé également les moyens de coopération pour atteindre les objectifs escomptés dans la guerre contre le terrorisme.

C'est ce qui ressort de leur rencontre survenue le mardi 16 novembre 2021 en marge du Salon Aéronautique de Dubai 2021. Le Major Général Al-Moghidi a souligné l'importance des efforts des EAU en faveur de la Coalition, vu son expérience et son expertise dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.



SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS ET LE RÔLE DE L'ACTION HUMANITAIRE DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME ET LE TERRORISME

ASPECTS DES EFFORTS DU ROYAUME DANS LE DOMAINE DU SECOURS ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

SE Dr Abdullah bin Abdulaziz Al-Rabiah, conseiller à la Cour Royale et superviseur général du Centre de secours et d'aide humanitaire Roi Salman, a donné une conférence au siège de la CIMCT à Riyad, le mardi 30 novembre 2021 sous l'intitulé (Efforts du Royaume d'Arabie Saoudite dans le domaine du secours et de l'action humanitaire), en présence du Secrétaire général désigné de la CIMCT, le Major-Général Pilote Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, des délégués des États membres et des membres de la coalition.

Modèle humanitaire

Dr. Al-Rabiah a indiqué au début de sa conférence que l'aide humanitaire fournie par le Royaume à plus de 155 pays, d'une valeur de plus de 93 milliards de dollars jusqu'en 2020, constitue un modèle humanitaire à suivre dans sa transparence, son équité et son impartialité, accordée sans distinction de race, sexe ou couleur, en dehors de toute discrimination religieuse, culturelle ou politique.

Al-Rabiah a dit : Partant de la position pionnière du Royaume dans le domaine humanitaire, et du rôle qu'il joue dans l'atténuation des souffrances de l'homme pour lui permettre de mener une vie décente, le Royaume a pris l'initiative de créer le Centre Roi Salman pour le secours et l'action humanitaire en tant que Centre international dédié aux opérations de secours et d'aide humanitaire. Le Centre a débuté en mai 2015, avec un milliard de riyals de capital sur directive généreuse du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le roi Salman bin Abdulaziz.

Le Centre poursuit deux principes: aider les nécessiteux et secourir les sinistrés partout dans le monde, au moyen de méthodes avancées avec l'aide des organisations onusiennes, internationales et locales à but non lucratif et fiables dans les pays bénéficiaires.

Les projets et programmes du Centre variés et ciblés couvrent tous les secteurs humanitaires (secours, protection, habitat, gestion des camps, nutrition, eau, santé, assainissement, éducation, soutien aux opérations humanitaires, services).



Le Centre se veut un modèle global de secours, reposant sur plusieurs fondements, dont :

- ◆ Poursuivre la démarche du Royaume en tendant la main aux plus démunis du monde.
- ◆ Fournir l'aide en dehors de toute motivation non humanitaire.
- ◆ Coordination avec les organismes mondiaux fiables.
- ◆ Mise en œuvre de toutes les normes internationales accréditées dans les programmes de secours.
- ◆ Unifier les efforts des agences de secours dans le Royaume.
- ◆ Recours aux bénévoles qualifiés et expérimentés.
- ◆ Veiller à ce que l'aide atteigne ceux qui la méritent et ne soit pas utilisée à d'autres fins.
- ◆ Accorder une aide de haute qualité et de source crédible.

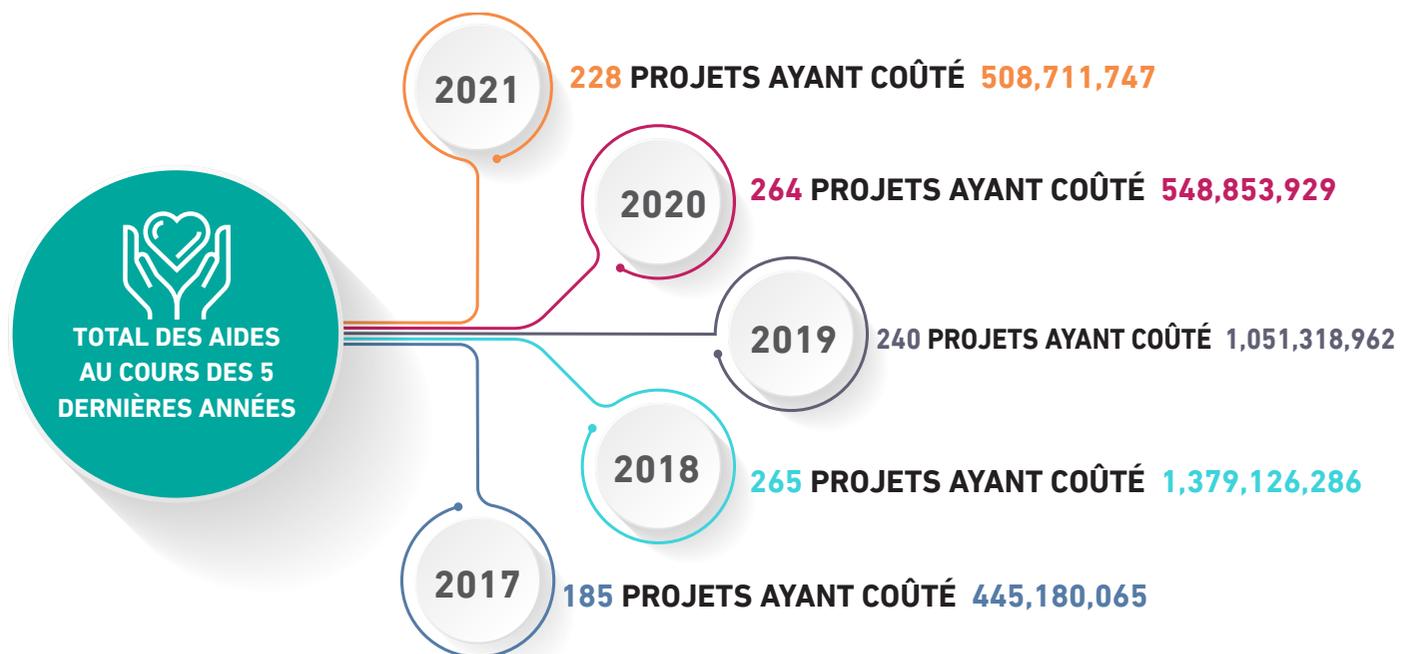
Projets et bénéficiaires

SE Dr. Al-Rabiah a indiqué que le nombre total de projets mis en œuvre par le Centre a atteint 1784 projets, pour un coût total d'environ 5,5 milliards de dollars, bénéficiant à 76 pays. 613 projets concernent la sécurité alimentaire, 556 projets la santé, 180 l'habitat, 89 l'éducation, 66 l'eau et l'environnement et 51 le soutien aux opérations humanitaires.

Le centre a mis en œuvre 228 projets au cours des dix mois de 2021, pour un coût de plus de 508 millions de dollars et 264 projets en 2020, ayant coûté 549 millions de dollars.

Partenariat avec le HCR

SE a montré que le Royaume est un partenaire majeur du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), avec une contribution de plus de 310 millions de dollars au cours de la décennie en cours. Depuis la création du Centre, le HCR a reçu près de 50 millions de dollars pour soutenir ses opérations au Yémen, Somalie, Liban, Jordanie et Bangladesh. Moins d'un an après sa création, le Centre s'est engagé en avril 2016 à fournir en réponse à l'appel urgent pour le Yémen 273,7 millions de dollars et 150 millions supplémentaires.



Le Royaume a soutenu les opérations humanitaires en 2020, à travers le Centre avec 300 millions de dollars, dont 20 millions pour les activités du HCR. Le partenariat financier s'étend désormais à la santé et au service des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban.

Soutien aux femmes et aux enfants

Al-Rabiah a souligné que le Royaume tenait à prêter attention aux femmes et aux enfants et à soutenir l'éducation dans les pays confrontés à des défis, précisant que le Centre a pu, en cinq ans, atteindre plus de 70 millions de femmes et 112 millions d'enfants dans 54 pays, notant que la Vision 2030 du Royaume encourage l'action humanitaire et bénévole.

Le Centre Roi Salman désigné comme incubateur de l'action bénévole humanitaire externe a planifié 140 campagnes médicales de volontaires jusqu'à fin 2021, exécutées par 700 bénévoles saoudiens hommes et femmes du secteur sanitaire pour transmettre le noble message du Royaume dans 44 pays du monde, au profit de 500 000 patients nécessitant des interventions en cardiologie et chirurgie pédiatrique et orthopédique. SE Dr Al-Rabiah a indiqué que le Royaume a alloué 500 millions de dollars d'aides aux

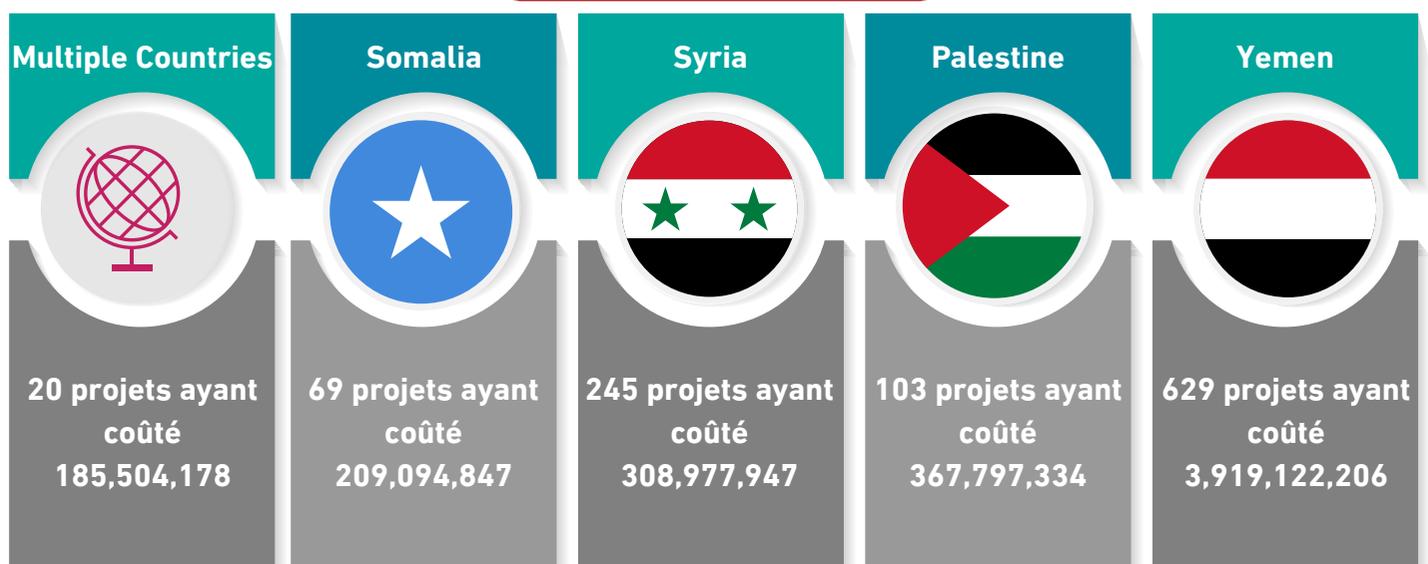
organisations mondiales et régionales, dont 150 millions ont été alloués à l'Alliance pour l'innovation en matière de préparation épidémiologique, 150 millions de dollars à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination et 200 millions aux organisations et programmes de santé internationaux et régionaux (COVID-19), en plus de 220 millions pour les pays au système sanitaire fragile en Asie, Afrique, Europe et Amérique.

Combattre l'extrémisme et le terrorisme

SE a passé en revue l'initiative (Rôle de l'action humanitaire dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme) établie par le Centre, comprenant 5 projets pour sensibiliser les mères, 34 pour les enfants, 7 pour les moyens de subsistance et 5 pour promouvoir la stabilité et résoudre les conflits.

Parmi les projets qualitatifs importants entrepris par le Centre figure le projet contre le recrutement d'enfants par les organisations terroristes mis en œuvre dans plus de 14 sites, pour réhabiliter les enfants recrutés par les Houthi au Yémen et les préparer à intégrer leur communauté, en leur fournissant le soutien psychologique et social adéquat, et en sensibilisant les parents des dangers du recrutement d'enfants et des moyens de se tenir à l'écart des conflits armés.

5 pays les plus bénéficiaires



LES EFFORTS DE L'ARABIE SAOUDITE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

STRUCTURES ORGANISATIONNELLES, RÉFÉRENCES JURIDIQUES ET COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE



Bloquer les activités financières des organisations terroristes est l'une des principales mesures à prendre pour faire tarir les sources du terrorisme et étripier le fléau. Quoique la communauté internationale en soit consciente, elle n'a pas encore été en mesure d'éradiquer ce mal pour diverses raisons, dont la mondialisation qui a facilité la circulation des gens, des biens et de l'argent à travers les frontières; l'élaboration permanente de plans stratégiques par les organisations terroristes pour échapper aux mesures de sécurité; l'expansion rapide des produits et services des marchés financiers et l'augmentation du volume des flux de trésorerie dans le monde.

Un grand intérêt

Face à cette réalité, les commissions d'enquête nationales et internationales sont arrivées à la conclusion que : Que quel que soit le degré de surveillance des contrôles et les dispositions prises pour traquer les fonds des organisations terroristes et des réseaux qui coopèrent avec elles, il ne sera pas possible d'éliminer complètement les opérations de financement du terrorisme. Par conséquent, l'objectif principal est désormais de limiter, autant que possible, la circulation de ces fonds.

La CIMCT a accordé une grande attention à cette question et en a fait l'un de ses quatre principaux domaines de travail. Dans ce contexte, elle a tenu le 1er novembre 2021, une conférence intitulée : **(Eclairage sur la lutte contre le financement du terrorisme : efforts du Royaume d'Arabie Saoudite dans la lutte contre le financement du terrorisme et meilleures pratiques)** présentée par le colonel Saad bin Ali Al-Shahrani, délégué du Royaume d'Arabie Saoudite dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme (LCFT) à la Coalition. La conférence a mis en évidence les efforts les plus importants de l'Arabie Saoudite dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme à l'échelle internationale, les efforts institutionnels saoudiens les plus importants de LCFT, les composantes de cette lutte au Royaume, sa structure organisationnelle, ses références juridiques et les enseignements tirés des expériences de LCFT.

Efforts distingués

Au début de la conférence, le colonel Al-Shahrani a présenté les efforts internationaux saoudiens visant à lutter contre l'extrémisme et le terrorisme, et les mesures de LCFT prises à cet égard dont notamment :

- ♦ La mise en œuvre des 40 recommandations pour lutter contre le blanchiment des capitaux (BC) émises par le Groupe d'Action Financière (GAFI) en 1990, et les 9 recommandations pour lutter contre le financement du terrorisme (FT).
- ♦ Création d'une unité de BC au sein de l'Agence Monétaire d'Arabie Saoudite (Banque centrale) et dans toutes les banques locales.
- ♦ Emission d'un guide des règles et règlements de lutte contre le BC et les opérations de FT.
- ♦ Appliquer le principe (Connaissez votre client) dans les institutions financières et non financières.
- ♦ Mise en place d'un comité permanent de lutte contre le BC.
- ♦ Mise en œuvre des résolutions internationales du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le BC et le FT.
- ♦ Faire circuler les listes publiées par les Nations Unies afin de prendre des mesures immédiates pour geler les avoirs financiers de ceux dont les noms figurent sur ces listes.
- ♦ Création le 10 septembre 2005 de la Direction Générale du Renseignement Financier (SAFIU) pour lutter contre le BC et le FT.
- ♦ Lancer et développer le cadre législatif de lutte contre le BC et le FT dans le Royaume. Il comprend : le dispositif de contrôle bancaire, le dispositif de contrôle de la dissimulation commerciale, le dispositif pénal de faux monnayage et de contrefaçon, le dispositif anti-blanchiment et son règlement d'exécution, les règles anti-BC et FT des compagnies d'assurance, les règles de lutte contre le BC et FT de la SAMA, les règles de lutte contre le BC et FT publiées par l'Autorité du marché des capitaux, le Guide anti-blanchiment du ministère

du Commerce et la loi sur la lutte contre les crimes et le FT émis le 1er novembre 2017.

- ♦ L'ouverture du Centre de ciblage du FT le 25 octobre 2017, sous la coprésidence du Royaume d'Arabie Saoudite et des États-Unis d'Amérique, et l'adhésion au Conseil de coopération des États Arabes du Golfe (CCG).

Comité permanent

Le colonel Al-Shahrani a évoqué les efforts du "**Comité permanent de lutte contre le terrorisme et son financement**", créé par le Royaume le 25 décembre 2001 en tant que référence nationale pour recevoir les demandes soumises au Royaume par les États, les organisations et les organismes internationaux liés à la LCFT.

Le comité comprend des membres permanents et non permanents de toutes les agences gouvernementales. Conformément aux dispositions du système de lutte contre la criminalité et le FT, le comité s'occupe de ce qui suit :

- 1) Coordonner les politiques nationales générales dans le domaine de LCFT, en révisant et en actualisant constamment ces politiques, en prenant les mesures nécessaires à cet égard et en les développant sur la base des engagements, des exigences et des développements internationaux.
- 2) Évaluer les risques du terrorisme et de son financement, en l'actualisant et en le développant toujours sur la base des engagements, des exigences et des développements internationaux, et en coordonnant son évaluation avec les autorités compétentes.
- 3) Recevoir les demandes des pays, organes et organisations liées aux résolutions du Conseil de sécurité relatives à la LCFT.
- 4) Développer et mettre à jour les moyens et prendre les mesures et procédures nécessaires pour mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris les résolutions 1267 (1999), 1373 (2001), 1988 et 1989 (2011), 2253 (2015) et les résolutions s'y rapportant.
- 5) Classer les noms des personnes et entités sur les listes nationales accusées de terrorisme ou de son financement, et prendre des mesures concernant la classification des noms des personnes et entités sur la Liste récapitulative du Comité du Conseil de sé-

curité (1267/1989/2253) et la Liste récapitulative du Comité du Conseil de sécurité (1988).

- 6) Coordonner les politiques publiques nationales dans le domaine de la LCFT, réviser et actualiser constamment ces politiques, prendre les mesures nécessaires à cet égard et les développer sur la base des engagements, des exigences et des développements internationaux.

Afin d'accomplir ces tâches, le comité exerce nombre de mesures. Il s'agit notamment de l'imposition de restrictions, d'interdictions de voyage, d'expulsion et de renvoi, de gel des avoirs, d'inscription sur des listes de surveillance et de filtrage des transactions à haut risque. Dans l'accomplissement de ses tâches, le comité s'appuie sur une variété de sources de référence, notamment : les arrêtés royaux, les lignes directrices et les règlements approuvés. Il coopère avec les États, les organisations et forums internationaux et régionaux, ainsi qu'avec les institutions compétentes du Royaume, tels que le ministère des Affaires étrangères, la Banque Centrale Saoudienne, le ministère du Commerce et de l'Investissement, le ministère de la Justice, les Douanes, l'Autorité du marché des capitaux et autres.

Organisations internationales

Le conférencier a évoqué aussi les organisations internationales concernées par la LCFT, dont notamment: les comités du Conseil de sécurité relatifs à la LCFT et leurs sous-groupes, tels que : le Comité du Conseil de sécurité 1267/1989, 2253 sur les organisations (Daech) et (al-Qaïda) et les individus, groupes, institutions et entités affiliés, le Comité de la résolution 1373 du Conseil de sécurité (2001), le Comité de la résolution 1988 du Conseil de sécurité (2011) et le bras exécutif de ces comités, qui est l'équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (Equipe de surveillance) qui aide les comités à évaluer l'application des sanctions par les États membres et à les informer de tout nouveau développement affectant le succès du régime de sanctions opération.

Les recommandations du GAFI énoncent les actions nécessaires que les pays devraient prendre en vue d'identifier les risques, établir les politiques et la coordination interne et traquer le BC et FT.

Leçons et discussions

Le colonel Al-Shahrani devait ensuite présenter les enseignements les plus importants tirés dans le domaine de LCFT dont notamment : l'échange d'expériences entre les États membres au niveau international susceptible de renforcer la lutte contre le financement des organisations terroristes, l'échange d'assistance technique pour les meilleures pratiques dans ce domaine, la participation des États membres usant de leurs expériences en matière de LCFT et l'incitation des États à annoncer leurs actions contre toute personne ou entité soutenant le terrorisme en général (déclaration bilatérale, déclaration plurielle).

La conférence a été suivie par nombre d'interventions et de questions. Le délégué du Pakistan a évoqué l'insuffisance des moyens internationaux pour lutter contre le financement des organisations d'extrême droite, dont certaines pratiquent violemment le terrorisme et obtiennent des finan-

cements importants de diverses manières, allant jusqu'à organiser des concerts, vendre des habits, etc. Et le délégué de se demander pourquoi on a des résolutions du Conseil de sécurité liées à la lutte contre le financement de Daech, Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes, alors qu'aucune résolution liée à la lutte contre le financement de l'extrême droite n'a été adoptée! Le conférencier a commenté en soulignant que les résolutions du Conseil de sécurité n° 2253 et 2254 constituent une base juridique internationale pour l'inclusion de tout individu ou entité dans la liste de LCFT.

Le Brigadier Général Rashid Al Dhaheri, délégué des EAU s'est interrogé la position envers les personnes ou entités qu'un pays inclut dans sa liste nationale pour lutter contre le FT, et comment ce pays peut inclure ces noms dans la liste régionale ou internationale de LCFT. Le conférencier a répondu que l'inscription sur la liste natio-

nale de LCFT est la première étape, suivie de la soumission au Conseil de sécurité qui étudie la question à la lumière des informations disponibles sur les personnes et entités devant être inscrites. Si ces personnes et entités sont concernées par les listes de LCFT, la question est aisée, mais si elles ne sont pas liées aux résolutions du Conseil de sécurité et ne figurent pas sur la liste des Nations Unies, leur inclusion internationale nécessitera des efforts et prendra du temps. Dans la plupart des cas, l'objection à l'inclusion par le Conseil de sécurité est due à un manque d'information.

M. Khalid Arab, délégué de l'Afghanistan dans le domaine de LCFT, a demandé quels étaient les éléments les plus dangereux exploités par le FT. Le colonel Al-Shahrani a répondu que les principaux risques dans la LCFT à l'heure actuelle sont les monnaies virtuelles et l'annonce des comptes bancaires sur les réseaux sociaux.

LA RELATION RÉCIPROQUE ENTRE EXTRÉMISME VIOLENT, MIGRATION ET DÉPLACEMENT FORCÉ



La migration forcée est devenue un phénomène en croissance rapide. En seulement trois ans, les déplacements mondiaux ont augmenté de 40 %, passant de 42,5 millions à 59,5 millions en 2015, puis à 80 millions, soit 1 % de la population mondiale, dont 86 % vivent dans les pays en développement et subissent une vie semée d'embûches.

La relation entre la migration et le terrorisme est une relation de réciprocité : le terrorisme provoque la migration et la migration alimente le terrorisme. Des millions de migrants ont fui les zones contrôlées ou ciblées par des organisations terroristes. Les camps de réfugiés et les centres d'asile dans les pays en développement et en Europe sont devenus la cible d'attaques terroristes et de recrutement par des organisations terroristes. Dans ce contexte, la CIMCT a tenu à son siège à Riyad, le dimanche 7 novembre 2021, une conférence intitulée : **(La relation entre l'extrémisme violent, la migration et le déplacement forcé)** pré-

sentée par le colonel Pilote Ali Muhammad Mahmoud, délégué du Royaume de Bahreïn auprès de la coalition, en présence du Secrétaire Général de la Coalition, des délégués des États membres et du personnel de la CIMCT.

Extrémisme et déplacement forcé

La conférence a analysé les causes de la migration et du déplacement forcé et les possibilités d'extrémisme violent parmi les déplacés, sur la base de faits et de chiffres et présenté une vision future sur le rôle que peut jouer la CIMCT pour réduire les effets négatifs des migrations et des déplacements, dont l'extrémisme est une illustration.

Le colonel Ali a affirmé d'emblée que les migrations et les déplacements s'intensifient régulièrement, poussés par la violence politique, les conflits armés, les facteurs économiques et environnementaux, la répartition inégale des richesses, le fossé grandissant entre pauvres et riches dans le monde, l'explosion démographique dans le tiers monde, la révolution des transports et des télécommunications, la regain du trafic d'êtres humains et la perte d'opportunités de travail à cause de la mondialisation. À la lumière de cette relation entre migration et extrémisme violent, les mesures visant à freiner la migration afin de lutter contre le terrorisme se sont généralisées à l'échelle mondiale.

Puis le conférencier a passé en revue les chaînes causales entre terrorisme et immigration dont notamment :

1) Fragilité de l'État

Les États fragiles sont souvent associés au terrorisme. L'absence d'une autorité centrale forte et pleinement légitime et la présence d'un gouvernement incapable de maintenir l'ordre public permettent aux organisations terroristes de s'implanter dans les zones où l'autorité réelle de l'État fait défaut.

Toutefois de nombreux États fragiles peu ou totalement exempts de terrorisme ont connu des migrations dues à des raisons économiques.

2) Organisations terroristes

L'invasion de l'Irak par Daech en juin 2014 a poussé 2,57 millions de personnes à fuir leurs foyers vers plus de 2000 endroits à travers le pays et au-delà des frontières de l'Irak.

Les actes terroristes font craindre les gens pour leur vie, les forçant à émigrer. L'Indice Mondial du Terrorisme 2015 révèle que 10 des 11 pays les plus touchés par le terrorisme ont les taux les plus élevés de réfugiés et de déplacés internes.

3) Guerre civile

De nombreux conflits internes débutent modestement puis se transforment en guerres civiles acharnées. Le terrorisme est souvent actif dans les pays témoins de ces guerres. Plus de 55 % de toutes les attaques terroristes ont eu lieu dans des pays en proie à un conflit armé interne. Dans de tels conflits, des millions de personnes fuient vers des régions internes et migrent vers des pays externes. La guerre de Bosnie (1992-1995) a entraîné le

déplacement de deux millions de personnes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le Sondage sur les conflits armés en 2015 a révélé 37 conflits internes, dont la moitié au Moyen-Orient. Le conflit le plus meurtrier depuis la fin de la guerre froide en Syrie a fait, depuis 2012, plus de 53 % des victimes des guerres dans le monde, suivi de l'Irak et de l'Afghanistan 12 % chacun. Les trois guerres en Afghanistan, Irak et Syrie ont connu la recrudescence du terrorisme et le déplacement d'un grand nombre de personnes.

Le lien entre les conflits violents et les guerres civiles d'une part et le terrorisme d'autre part est presque bien établi. Selon l'Institut pour l'Economie et la Paix, 88 % de toutes les attaques terroristes ont eu lieu dans des pays impliqués dans des conflits internes violents.

4) Camps de réfugiés

Il existe des camps de réfugiés dans plus de 125 pays. Ces camps sont souvent considérés comme temporaires, mais la triste vérité est que les réfugiés y passent en moyenne 17 ans. Ces camps de misère et de déchéance sont souvent dangereux et peuvent devenir, comme les prisons, un terreau fertile pour le terrorisme.

Ces camps offrent aux groupes extrémistes la possibilité de recruter des terroristes et de jeunes combattants, surtout que plus de la moitié des réfugiés dans le monde ont moins de 18 ans. Les choses empirent lorsque les camps de réfugiés sont en contact direct avec des combattants engagés dans un conflit armé.

5) Xénophobie

Dès qu'ils s'installent dans le pays d'accueil en grand nombre, les réfugiés et les migrants sont confrontés aux campagnes locales de haine xénophobe lancées contre eux. Ce racisme s'est manifesté en Europe à travers des incendies criminels contre des centres d'asile, des attaques à la bombe incendiaire et des agressions aux barres de fer, haches et couteaux en Autriche, Bulgarie, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Lettonie, Macédoine, Pays-Bas, Pologne, Espagne et Royaume-Uni. La Suède, qui à elle seule a accueilli en 2015 plus de 160.000 demandeurs d'asile, a été témoin cette année-là de près de 50 attaques contre des réfugiés.

La même année, les autorités allemandes ont signalé plus de 900 incidents xénophobes et près de 700 personnes ont été blessées lors de ces incidents extrémistes et terroristes.

6) Anti-terrorisme

Le terrorisme cherche souvent à provoquer des réactions excessives et sévères. Moins le gouvernement dispose de renseignements sur l'identité et l'endroit où se trouvent les auteurs d'actes terroristes, plus il est probable qu'il utilise des moyens durs qui pourraient affecter l'ensemble de la communauté à laquelle les terroristes sont associés, or cela fait souvent partie des calculs des terroristes. Ainsi, après le 11 septembre 2001, les attaques américaines contre l'Afghanistan ont conduit à des centaines de milliers de réfugiés, parmi lesquels al-Qaïda a trouvé refuge. L'invasion américaine de l'Irak a également entraîné le déplacement

de 1,3 million de personnes, et Al-Qaïda en a profité pour mener ses opérations terroristes.

Communautés de la diaspora

Lorsque les migrants quittent leur pays d'origine, ils sont rarement capables de laisser leur passé derrière eux. Les hostilités qui ont conduit au conflit dans leur pays d'origine persistent souvent dans le nouveau pays d'accueil. Ainsi, le Parti des travailleurs kurdes (PKK) a utilisé l'Allemagne pour collecter des fonds et recruter des jeunes et les a envoyés combattre dans la région montagneuse du nord de l'Irak et l'est de la Turquie. Le nombre de combattants étrangers de la diaspora occidentale qui ont rejoint Daech a atteint plus de 6000 personnes.

Le colonel Ali a souligné que l'analyse des chiffres montre que la grande majorité des immigrants n'ont rien à voir avec le terrorisme. Entre l'automne 2001 et le début de 2016, les États-Unis d'Amérique ont accepté plus de 800.000 réfugiés dans le programme de réinstallation. Selon le Département d'État et l'Institut de Politique Migratoire, seuls cinq d'entre eux ont été arrêtés pour des accusations liées au terrorisme. Sur les 600.000 Irakiens et Syriens arrivés en Allemagne en 2015, seuls 17 d'entre eux ont fait l'objet d'enquête pour des liens terroristes présumés.

Le fait que soulignent les experts est qu'il est peu probable que les personnes qui ont fui les guerres civiles, la répression ou la pauvreté soient intéressées à s'attaquer à une société qui leur a donné la sécurité et une vie nouvelle et digne. De même, rien ne prouve que la première génération des migrants soit rebelle ou réceptive aux messages extrémistes. Au contraire, les archives historiques indiquent qu'ils sont plus préoccupés à vaquer à leur nouvelle vie et celle de leurs familles et enfants que de s'intéresser à la politique ou à l'extrémisme religieux.

Responsabilité de la CIMCT

Enfin, le conférencier a présenté une vision future de la responsabilité de la CIMCT pour réduire les aspects négatifs de la migration et des déplacements, étant des causes de l'extrémisme violent.

Dans le domaine intellectuel, il a souligné l'importance de la réadaptation psychologique, sociale et intellectuelle des personnes déplacées dans les camps et les pays touchés, et l'adoption d'initiatives dans le domaine de prévention de l'extrémisme violent. Dans le domaine médiatique, il a appelé à la mise en place de campagnes de sensibilisation mettant en garde les déplacés contre l'implication dans le terrorisme et les organisations terroristes. Dans le domaine de lutte contre le financement du terrorisme, il a souligné l'importance de contrôler les transferts d'argent vers les camps et d'y combattre les activités illégales telles que la contrebande, le blanchiment d'argent et le commerce illicite. Dans le domaine militaire, il a appelé à aider les déplacés à retourner dans leurs patries et régions en leur offrant une couverture de sécurité qui aide à rétablir la stabilité, comme ce fut le cas avec le Royaume d'Arabie saoudite et les réfugiés irakiens après la guerre de libération du Koweït.



les chaînes causales entre terrorisme et immigration

LA COALITION PARTICIPE AU FORUM DE DIALOGUE DE MANAMA 2021 AU ROYAUME DE BAHREÏN



La CIMCT a participé au 17e Forum sur la sécurité régionale (Dialogue de Manama), qui s'est tenu dans la capitale bahreïni du 19 au 21 novembre 2021, en présence de plus de 300 personnalités de haut niveau et de responsables politiques, de défense et de sécurité nationale, et des experts spécialisés de près de 50 pays, ainsi que des représentants de nombreuses organisations régionales et internationales. Pendant 3 jours, le forum a discuté les défis de la sécurité régionale, les problèmes de paix et de règlement des conflits et des troubles dans la région par les moyens diplomatiques pour assurer la paix et la sécurité régionale et mondiale.

Réunions importantes

Des entretiens et des réunions visant à apporter la paix et la stabilité dans les pays de la région ont eu lieu entre les responsables et les ministres en marge du forum, ainsi que des sessions ouvertes et fermées entre les responsables et les experts en matière de sécurité et de défense des pays du monde entier pour débattre les questions de planification stratégique.

À cet égard, le Secrétaire Général mandaté de la CIMCT, le Major Général Pilote Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, a rencontré SE le maréchal Cheikh Khalifa bin Ahmed Al Khalifa, commandant en chef des Forces de défense du Bahreïn.

Lors de la réunion, les deux responsables ont passé en revue les moyens de coopération, les visions communes et le renforcement des relations entre les deux parties pour atteindre les objectifs escomptés dans la guerre contre le terrorisme. Ils ont également discuté des questions sécuritaires d'intérêt commun entre le Bahreïn et la CIMCT, liées aux derniers développements de la guerre contre le terrorisme.

Cheikh Khalifa bin Ahmed a salué l'œuvre de la coalition et son action pour coordonner les efforts des États membres avec les efforts internationaux, affirmant le plein soutien de son pays à la coalition dans sa guerre contre le terrorisme.

En marge du forum, le Major Général Al-Moghidi a rencontré aussi le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Bahreïn, Dr Abdulatif Al-Zayani. L'entretien a permis de passer en revue les

questions d'intérêt commun et les derniers développements à la coalition concernant ses plans, initiatives et activités. Al-Moghidi a salué les efforts Bahreïni pour soutenir la CIMCT.

Coopération continue

Ces réunions découlent de la volonté de la CIMCT d'établir des partenariats stratégiques entre les États membres, les États de soutien et les organisations internationales, et de renforcer les liens de coopération continue avec tous les pays du monde dans le but de renforcer les capacités, échanger les meilleures pratiques, informations et expériences internationales dans la lutte contre le terrorisme, et se joindre aux efforts internationaux visant à maintenir la paix et la sécurité internationales.

Il est à noter que Manama accueille les travaux du Forum de dialogue depuis 2004, organisé conjointement par le ministère bahreïni des Affaires étrangères et l'Institut international d'études stratégiques (IISS), basé dans la capitale britannique.

Le forum est considéré comme l'un des plus importants sommets diplomatiques et sécuritaires mondiaux qui se tiennent chaque année pour promouvoir le dialogue et l'entente entre les nations, les cultures et les civilisations, régler les conflits par des moyens diplomatiques, aider à établir la paix et la sécurité régionales et mondiales et soutenir les objectifs de développement durable.

Soutien à l'Arabie Saoudite

Dans son discours sur les politiques de défense américaines dans la région, le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin a déclaré que son pays continuera de soutenir le Royaume d'Arabie Saoudite pour repousser les attaques du groupe terroriste Houthi et renforcer ses défenses aériennes, exprimant sa préoccupation concernant les activités déstabilisatrices de l'Iran dans la région, notant que ces activités ces derniers mois ne sont pas encourageantes.

Le responsable américain a appelé le groupe Houthi à cesser ses attaques provocatrices contre le royaume et d'accélérer le processus de fin de la guerre au Yémen.

Protocole de coopération entre la CIMCT et l'Université Roi Abdulaziz Pour combattre l'extrémisme et promouvoir l'identité nationale



Le mardi 9 novembre 2021, la CIMCT a signé un protocole de coopération avec l'Université Roi Abdulaziz représentée par l'Institut pour la modération Prince Khaled Al-Faisal (Etidal). Le Major Général Al-Moghidi a indiqué que le mémorandum jette les bases de coopération dans le domaine des études sur la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de l'identité nationale, émettant l'espoir de parvenir à des résultats au service de la culture de modération et de juste milieu.

Et d'ajouter que cette coopération porte notamment sur les campagnes médiatiques, les études et recherches, l'organisation de forums et de conférences, les programmes éducatifs, de formation et de réadaptation et les programmes techniques.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU COLLÈGE DE DÉFENSE NATIONALE DES EAU



Le Secrétaire Général désigné de la CIMCT, le Major Général Pilote Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, a reçu au siège de la Coalition à Riyad, le mercredi 24 nov. 2021, une délégation du Collège de Défense Nationale des EAU, dirigée par le Brigadier Général Pilote Salem Saeed Al Shamsi. Le Major Général Al-Moghidi a explicité aux membres de la délégation les missions de lutte contre le terrorisme de la CIMCT et leur a fait visiter le siège de la Coalition. Pour sa part, le Brigadier Général Al Shamsi a remercié le SG pour cette visite et exprimé son vœu de promouvoir la coopération entre le Collège de Défense Nationale et la CIMCT dans les domaines d'intérêt commun.

LES DÉLÉGUÉS DU SULTANAT D'OMAN CÉLÈBRENT LEUR JOURNÉE NATIONALE



Les délégués du Sultanat d'Oman auprès de la CIMCT ont célébré le 23 nov. 2021 à Riyad la Journée nationale du Sultanat d'Oman, en présence du Secrétaire Général, des délégués des pays membres États et du personnel de l'alliance.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU PROGRAMME DE JEUNESSE



Le secrétaire Général de la CIMCT a reçu jeudi 25 nov. 2021, au siège de la Coalition à Riyad, une délégation du programme de jeunesse (La Femme Patrie et Ambition), organisé par le ministère saoudien du Sport. La délégation a écouté une explication détaillée des efforts de la Coalition contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

ANALYSE SÉMIOLOGIQUE DU DISCOURS DE L'IMAGE DANS LE CONTENU TERRORISTE

Les organisations terroristes accordent une grande attention dans leurs contenus médiatiques à l'élément (image) qu'elles sélectionnent avec précision et élaborent avec dextérité pour livrer des messages spécifiques à leur public cible. L'image est devenue pour elles un important outil pour promouvoir leurs idéologies et réaliser leurs objectifs. L'image a effectivement la capacité d'influencer, persuader et fournir des informations et des impressions que des milliers de mots sont incapables de faire.



Equipe de professionnels

Les organisations terroristes emploient des équipes de professionnels et possèdent des équipements et programmes de pointe pour produire des images pleines de sens, de connotations et de symboles suggestifs ayant un impact profond sur le comportement du destinataire. Les études confirment que ces groupes ont impacté la mémoire de l'humanité avec des scènes horribles de destruction et de massacres d'innocents, et d'images qui expriment leur approche et leur pensée et justifient leurs actions.

Pour révéler le contenu terroriste des images et les messages, connotations, significations, idées, et objectifs latents qu'elles

véhicules, la CIMCT a tenu, à son siège à Riyad, le 21/11/2021, une séance de travail intitulée (**Analyse Sémiotique du Discours de l'image dans le contenu terroriste**), modérée par Dr. Muhammad bin Suleiman Al-Subaihi professeur de communication au Collège des médias et de communication à l'Université islamique Imam Muhammad bin Saud, et délégué médiatique du Royaume à la Coalition, et ce en présence de délégués des États membres, et de fonctionnaires de la Coalition. L'objectif de l'atelier était de déconstruire le discours de l'image, pour se doter d'une aptitude visuelle et culturelle à décoder les significations contenues dans l'image et révéler les connotations implicites qu'elle véhicule, en utilisant les techniques de l'analyse sémiotique.

L'importance et l'impact de l'image

Dr Al-Subaihi a indiqué que l'image est l'un des moyens de communication et d'expression les plus puissants, étant un langage universel que le destinataire peut comprendre en dehors de toute contrainte linguistique, et qui véhicule des messages latents impliquant une variété de styles, de relations, de lieux et d'époques, en un langage visuel créant des relations compréhensibles entre les choses telles qu'elles sont en réalité à travers des signes chargés de sens faisant partie d'un système de messages choisis avec parti pris et remplissant une fonction communicative parfois plus puissante que le mot. Les études confirment que les informations que le destinataire reçoit de l'image sont plus rapides à percevoir et à comprendre et plus percutantes et imprègnent plus longtemps la mémoire plus que les informations textuelles.

Les organisations terroristes s'appuient sur le discours de l'image pour étendre leur sphère d'influence idéologique et militaire et semer le chaos. L'image a contribué à changer les schémas des guerres psychologiques traditionnelles et à les faire entrer dans l'ère médiatique, d'où l'importance d'étudier l'image dans le contenu terroriste pour y détecter les significations sous-jacentes et démasquer le discours visuel implicite.

Principes et concepts

Dr Al-Subaihi a fait référence à nombre de concepts liés à l'analyse sémiotique, notamment :

Science des signes: Elle s'intéresse à l'étude des signes chez les peuples et la manière dont les symboles sont utilisés comme moyens de communication, tels que les façons de saluer, les habitudes alimentaires, les vêtements, les drapeaux et les slogans. Elle étudie aussi la relation entre le symbole et ses références et entre les symboles eux-mêmes.

Sémiotique: Elle porte sur les signes des photos et leurs significations perçues et interprétées dans un contexte analytique en vue de déceler le sens sous-jacent et invisible que vise le photographe.

Sémiologie: Elle étudie le signal ou le signe polysémique.

Dr Al-Subaihi a souligné l'importance des études sémiotiques qui reposent sur le décodage des messages communicatifs, verbaux ou non verbaux, et leur interprétation selon la culture dominante. Le chercheur analyse le discours visuel apparent et caché, à travers deux niveaux fondamentaux :

► Niveau descriptif: où le sens de l'image est direct, immédiat

ou superficiel que tout le monde perçoit.

- Niveau implicite (sémiologique) : qui décèle le sens réel de l'image, ou le sens profond et non apparent.

Axes de l'analyse

L'analyse sémiotique se fait sur deux axes :

Le premier axe: la méthode d'analyse cognitive et compétentielle

Cette approche est liée aux signes et à leurs implications, qui se déclinent en trois signes, à savoir:

Iconique: le signifiant est semblable au signifié, et la relation entre eux est une relation de similitude.

Indicatif: Le signifiant renvoie au signifié, soit par relation causale naturelle, soit par juxtaposition spatiale.

Symbolique: Le signifiant renvoie au signifié par une relation conventionnelle, coutumière ou contractuelle.

Le deuxième axe: production de contenus visuels, comprend les éléments suivants:

- ◆ Construire les idées, définir les valeurs et les messages que le créateur de contenu veut faire passer.
- ◆ Déterminer la méthode appropriée pour formuler les idées et les messages, et la stratégie de persuasion en fonction des caractéristiques du public cible.
- ◆ Rédaction du texte, et choix des éléments sonores et visuels compatibles aux valeurs souhaitées.
- ◆ Attribuer des tâches à l'équipe de travail.
- ◆ Produire l'œuvre selon le type de support et de plate-forme à utiliser pour l'édition.

Significations du contenu visuel

Le contenu visuel est l'ensemble des signes contenus dans le cadre visuel de l'image publiée, aux significations spécifiques, apparentes et implicites, qu'il s'agisse de signes artificiels ou naturels. Les signes se partagent en niveaux, dont chacun dispose de plusieurs formats pouvant être soumis à l'analyse et à l'interprétation, dont :

Premier niveau: Système de cadrage comprenant le cadre architectural, cadre ambiant, titre, description qualitative, annonces préliminaires et introduction.

Deuxième niveau: Système des personnalités comprenant le trait de personnalité, élocution, langage corporel, signes, mouvements, vêtements et décor.

Troisième niveau: Système signalétique visuelle comprenant: la décoration, éclairage, accessoires, couleurs et représentation visuelle du lieu.

Quatrième niveau: Système de signes textuels comprenant la parole, style, tonalité, rythme et cadence.

Cinquième niveau: Système des sons non verbaux comprenant la musique et effets sonores.

Outils d'analyse

Dr Al-Subaihi a passé en revue nombre d'unités incluses dans l'outil d'analyse des marques invisibles, notamment :

Signes symboliques: ou expression symbolique.

Signes indicatifs: autres signes.

Relations entre éléments de travail : nature de la relation entre les signes et les éléments visuels.

Valeurs: Détecter les valeurs et les messages implicites que le produit véhicule.

Il a également souligné la différence entre **l'œuvre théâtrale** et l'œuvre télévisée en termes d'impact et d'analyse. Le public qui regarde directement l'œuvre théâtrale détermine le sens de l'œuvre en fonction de sa structure cognitive, sa personnalité, ses caractéristiques démographiques et ses propres circonstances. Quant à l'œuvre télévisée, elle est perçue de manière symbolique, déterminée par le réalisateur et les outils de production utilisés. L'effet sur le public dépend donc des compétences techniques du réalisateur. L'analyste TV accomplit un travail complexe, en analysant les formats directs puis les formats indirects de la production télévisée.

Ressources télévisées

La session a porté sur certaines formes analytiques du travail télévisuel comme suit:

1. Mouvement de la caméra.
2. Éclairage.
3. Montage, arrangement des scènes et chronologie.
4. Effets visuels.
5. Effets auditifs.

Dr. Al-Subaihi a évoqué les signes visibles liés au niveau d'analyse descriptive visant à déconstruire ces signes en les détectant, documentant, classant et compilant en vue de mettre en évidence le modèle dominant du support analysé et l'interpréter en fonction de ces modèles. Les unités d'analyse les plus importantes incluses dans cet outil sont les suivantes:

Informations documentaires: telles que la plate-forme de publication, l'heure de publication et la durée.

Personnages: nombre de personnes, leurs traits et leurs vêtements.

Espace: caractéristiques du lieu, signification et arrière-plan apparents.

Aspects techniques: modes de production, style de prise de vue et techniques de production.

Objet: déterminer l'objet du produit.

Sens de traitement: positif, négatif, neutre.

Sources d'inférence: références confirmant le contenu présenté.

Langue: déterminer la langue et le dialecte utilisés.

Genre: actualités, documentaire, drame, fiction.

Eclairage: naturel, artificiel.

Discussions

Pour appliquer l'analyse sémiotique de l'image dans la pratique, Dr Al-Subaihi a projeté à la fin de la session un clip vidéo de Daech, demandant au public d'identifier les signes iconiques, dénotatifs et symboliques et la relation entre eux, et de déterminer l'interprétation implicite de ces relations. Un débat a eu lieu sur la relation de l'analyse sémiotique à la lutte contre le terrorisme, et Al-Subaihi de souligner que les organisations terroristes utilisent intensément l'image dans leur propagande, ayant permis de manipuler beaucoup d'adeptes, ce qui nécessite d'acquérir les techniques permettant de déconstruire le discours de l'image, de révéler ses dimensions implicites et ses connotations sous-jacentes, ce qui est le propre de la guerre intellectuelle.



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL REÇOIT L'ATTACHÉ MILITAIRE AMÉRICAIN À RIYAD



Le Secrétaire Général désigné de la CIMCT a reçu, au siège de la Coalition à Riyad, le jeudi 4 novembre 2021, l'attaché militaire américain à Riyad, le Brigadier Général Thomas Kremenes et la délégation l'accompagnant.

Lors de la réunion, le Brigadier Général Kremenes a écouté une explication sur les efforts de la Coalition visant à lutter contre le terrorisme et coordonner l'action des États membres. Les deux parties ont examiné les aspects de coopération conjointe en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

LE MAJOR GÉNÉRAL AL-MOGHIDI REÇOIT L'AMBASSADEUR DE CORÉE DU SUD AU ROYAUME

Le Secrétaire général désigné de la CIMCT, le Major Général Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, a reçu au siège de la coalition à Riyad, le 7 novembre 2012, l'ambassadeur de la République de Corée du Sud auprès du Royaume, Park Joon Young et la délégation l'accompagnant.

L'ambassadeur a écouté une explication sur les efforts de la coalition pour lutter contre le terrorisme et coordonner la coopération entre les États membres. Le Major Général Al-Moghidi a salué la contribution de la Corée du Sud à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, conformément à ses nobles principes qui rejettent la violence et l'extrémisme et optent pour la tolérance et la fraternité.



LA CIMCT ET L'IBU SIGNENT UN PROTOCOLE DE COOPÉRATION POUR CONTRER LA PROPAGANDE EXTRÉMISTE

La CIMCT et l'Organisation islamique pour l'Union de radiodiffusion (IBU) ont signé au siège de l'Union des agences de presse de l'OCI à Djeddah un protocole de coopération pour renforcer les liens de solidarité dans les domaines d'intérêt commun et contrer la propagande médiatique des groupes extrémistes.

Le Secrétaire Général désigné de la CIMCT a exprimé sa confiance que le mémorandum profitera aux deux parties. Le directeur général de l'IBU a affirmé que l'Union mettra en œuvre sans tarder le mémorandum pour soutenir les efforts médiatiques et intellectuels de la Coalition islamique dans sa lutte contre le terrorisme.

